

Mettre en place une démarche d'adressage

Nommer et numéroté ses voies

Février 2021



LA FiBRE
64

TABLE DES MATIÈRES

1	Introduction : mettre en place une démarche d'adressage	2
2	Synthèse des étapes à réaliser	3
2.1	Étapes préalables	3
2.2	Étapes à mettre en œuvre pour procéder à la nomination des voies	3
2.3	Étapes à mettre en œuvre pour procéder au numérotage des voies	3
2.4	Informers les habitants et les partenaires du nouvel adressage	3
3	Étapes préalables	4
3.1	Enjeux de l'adressage	4
3.2	Éléments réglementaires	4
3.2.1	Inventaire des textes relatifs à l'adresse	4
3.2.2	Synthèse de la réglementation associée à l'adresse	7
3.3	Les outils de l'adressage	8
3.3.1	Logiciel de SIG	8
3.3.2	Guichet adresse	Erreur ! Signet non défini.
3.3.3	Prestataires de services	8
3.4	Délibération Numérotage et dénomination des voies de la Commune	9
4	La dénomination des voies	10
4.1	J'identifie les voies à nommer	10
4.2	Je détermine le type de ma voie	11
4.3	Je nomme ma voie	12
4.4	Les règles de dénomination des voies	13
4.5	Délibérer sur le nommage des voies à travers une délibération en Conseil municipal	16
4.6	Prendre un arrêté municipal déterminant le modèle de plaques de dénomination de rues	18
4.7	J'installe la signalétique	19
5	La numérotation des voies	20
5.1	J'identifie les voies à numéroté	20
5.2	Je détermine mon système de numérotation	20
5.3	Je numérote ma voie	21
5.3.1	La numérotation continue	22
5.3.2	La numérotation métrique	23
5.3.3	Le point d'accès numérique	24
5.3.4	Les cas particuliers de la parité des numéros	27
5.3.5	Les lieux dits	28
5.4	Prendre un arrêté municipal définissant le numérotage et ses modalités	29
5.5	J'organise la distribution des plaques	31
6	Informers les habitants et les partenaires	32
6.1	J'informe les habitants et mes partenaires	32
6.2	Informers mes administrés	33
6.3	Exemple de courrier aux administrés	34
6.4	Aidez vos administrés à effectuer leurs démarches administratives	36
6.5	Informez les partenaires	37

1 INTRODUCTION : METTRE EN PLACE UNE DÉMARCHE D'ADRESSAGE

Qu'est-ce qu'une adresse normée ?

Créer des adresses normées nécessite de dénommer ses voies (rues, chemins, impasses, places, etc...), ainsi que de numéroter les habitations.

De fait, chaque logement sera localisé grâce au nom de la voie par laquelle on y accède, et par son positionnement dans cette voie.

Pourquoi créer des adresses normées ?

L'adresse normée est la base de la navigation de nombreux organismes remplissant des missions de service public comme l'acheminement des courriers et des colis, mais également les interventions de secours.

Créer des adresses normées permet à l'ensemble de vos administrés de bénéficier du même service et des mêmes conditions de sécurité sur l'ensemble de votre commune.

Est-ce compliqué à mettre en place ?

La création d'adresses normées se fait en deux étapes que sont la dénomination des voies et la numérotation des voies. Ces étapes ainsi que les principes de base qui s'y rattachent sont décrits dans les pages suivantes.

En fonction de la taille de votre commune, ce travail peut être fait en quelques mois ou étalé sur plus d'une année.

S'il est nécessaire de compléter l'adressage sur sa commune, il ne faut pas oublier les créations à venir et les mises à jour que cela peut engendrer tout au long des mois et des années à venir.

Ce guide met également à votre disposition des modèles de courrier et un certain nombre de fiches pratiques et de contacts qui pourront vous aider travailler concrètement sur votre adressage.

2 SYNTHÈSE DES ÉTAPES À RÉALISER

Cette partie résume le travail qui devra être réalisé par une commune qui n'a pas ses voies nommées et numérotées. La durée moyenne entre la prise de décision et la fin de l'opération est d'environ 1 an.

2.1 Étapes préalables

1. Comprendre les enjeux de l'adressage dans le cadre du très haut débit et au-delà.
2. S'approprier les règles et la méthodologie de l'adressage normalisé, sans oublier les particularités de l'adressage en langue locale.
3. Etablir un diagnostic de la qualité de l'adressage sur l'ensemble de la commune.
4. Délibération prise par la Conseil municipal : lancement de l'opération, choisir de réaliser l'opération en régie ou de faire appel à un prestataire.

2.2 Étapes à mettre en œuvre pour procéder à la nomination des voies

1. Identifier, recenser les voies à nommer, et les localiser (en utilisant plusieurs sources : cadastre, Géoportail, ...)
2. Déterminer les types de voies (allée, avenue, boulevard...).
3. Dénommer les voies non nommées.
4. Délibérer sur le nommage des voies à travers une délibération en conseil municipal.
5. Prendre un arrêté municipal déterminant le modèle de plaques de dénomination de rues.
6. Installer la signalétique.

2.3 Étapes à mettre en œuvre pour procéder au numérotage des voies

1. Identifier les voies à numéroter et les localiser.
2. Attribution de numéro sur la base d'un relevé métrique (fortement conseillé), réalisé par la commune ou par un prestataire (bureau d'étude SIG).
3. Prendre un arrêté municipal définissant le numérotage et ses modalités, les conditions de prise en charge et le modèle de plaques de numérotage.
4. Installer la signalétique (optionnelle).

2.4 Informer les habitants et les partenaires du nouvel adressage

1. Informer les habitants.
2. Diffuser l'adressage en OpenData pour la Base Adresse Nationale (BAN) via <https://adresse.data.gouv.fr/>
3. Informer **La Poste SNA** : envoi des délibérations et arrêtés municipaux à mairies.sna@laposte.fr (pour la génération du numéro *Hexaclé* qui est utilisé dans le cadre de la commercialisation des accès internet fibre très haut débit).
4. Informer la **DGFIP** pour le cadastre : cdif.pau@dgfip.finances.gouv.fr et cdif.bayonne@dgfip.finances.gouv.fr
5. Informer le **SDIS 64** pour les secours, via le GIP ATGeRi : adressepigma@gipatgeri.fr

Attention, suite à la première normalisation, il sera nécessaire de maintenir à jour l'adressage, afin de prendre en compte les nouveaux bâtiments ou la modification de la voirie. Ces tâches devront donc devenir récurrentes dans la vie de la commune.

3 ÉTAPES PRÉALABLES

3.1 Enjeux de l'adressage

Au-delà des enjeux sur la commercialisation du très haut débit, l'adressage est un élément clé dans l'aménagement du territoire. Entre autres, celui-ci permet :

- un accès facilité et plus rapide des services de secours,
- des déplacements et une navigation facilités pour les habitants et les visiteurs : les lieux deviennent plus accessibles (lieux de vie, spectacle, sites publics, monuments, hôtels, restaurants, commerces, habitations, etc.),
- des opérations de livraisons optimisées,
- des relations facilitées avec les opérateurs des services (eau, électricité, télécom),
- un accès facilité à des prestations à domicile,
- d'établir une cartographie de la commune plus précise,
- de bénéficier de la présence des numéros des bâtiments et des noms de voie dans les GPS et les services de cartographie en ligne,
- une meilleure identification des administrés,
- de simplifier les opérations de recensement de la population et d'optimiser la gestion des listes électorales.

3.2 Éléments réglementaires

3.2.1 Inventaire des textes relatifs à l'adresse

L'adresse n'est pas régie par un seul texte de référence mais par un ensemble de décrets, de circulaires ou d'articles issus de différents codes. L'inventaire ci-dessous, que nous espérons le plus exhaustif possible, les détaille.

Décret du 4 février 1805

Fixe le système de numérotation de la ville de Paris

Ordonnance Royale du 23 avril 1823

Rend applicable les dispositions du précédent aux autres communes. L'apposition d'une numérotation sur les immeubles est obligatoire dès qu'elle est décidée par le Maire, le propriétaire ne peut s'y opposer. Il est tenu d'entretenir la numérotation, la commune ne prenant en charge que la première installation.

Circulaires du Ministère de l'Intérieur n°432 du 8 décembre 1955 et n°121 du 21 mars 1958

Numérotage des immeubles

Circulaire n° 6 du 3 janvier 1962 (DGCL)

« En vertu des articles 47-5 et 48a du code municipal, il appartient aux conseils municipaux de délibérer sur la dénomination des rues et places publiques ; les délibérations prises à cet effet doivent être soumises à l'approbation du Préfet ou du Sous-Préfet, suivant qu'il s'agit ou non de communes de l'arrondissement chef-lieu lorsque cette dénomination constitue un hommage public ou le rappel d'un événement historique.

D'autre part la loi du 11 frimaire an VII (article 4, paragraphes 2 et 9) stipule que les frais d'établissement, d'entretien et de renouvellement des plaques indicatrices sont exclusivement à la charge des communes. Il vous appartient donc de rappeler aux Maires qu'en application des textes précités ils doivent non seulement faire procéder par le Conseil municipal à la dénomination de toutes les rues de la commune, mais encore porter à la connaissance du public les noms des rues, soit par des poteaux plantés aux carrefours, soit plus généralement par des plaques indicatrices fixées sur les immeubles. Il conviendra, bien entendu, de veiller avec toute la vigilance désirable au bon entretien et à la lisibilité constante de ces plaques ou poteaux. Les propriétaires des immeubles concernés ne peuvent s'opposer à l'apposition des plaques indicatrices. »

Circulaire n°272 du 5 juin 1967 (DGCL)

« En vue de faciliter les travaux préparatoires du recensement général de la population de 1968 qui ont fait l'objet de ma circulaire n°203 du 17 avril 1967 et d'en permettre l'exécution dans de bonnes conditions, il importe que tous les locaux habités puissent être identifiés d'une manière claire sans risque de confusion, par la pose de plaques indicatrices sur les rues et places publiques et de numéros sur les immeubles. Je crois donc utile de vous rappeler tout d'abord mes circulaires 432 du 8/12/1955 et 121 du 21/03/1958 relatives aux règles à observer en matière de numérotation des immeubles pour tenir compte des dispositions de l'article 89 du décret n°55-1350 du 14 octobre 1955 pris en application du décret du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière. Ces règles conservent toutes leur valeur. Toutefois, elles ne s'appliquaient qu'aux parties agglomérées des communes de plus de 10 000 habitants. Or, il est évident qu'un recensement général de la population exige l'extension de ces règles à toutes les agglomérations, c'est-à-dire dès que quelques centaines d'habitants sont rassemblés dans des immeubles groupés en bordure d'une ou de plusieurs voies distinctes. »

Conseil d'État du 19 Juin 1974, n°88410

« S'il appartient au Conseil municipal de délibérer sur la dénomination des rues et places publiques, et si le Maire tient de ses pouvoirs généraux de police le droit de contrôler les dénominations de toutes les voies et d'interdire celles qui seraient contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs, aucune disposition législative ou réglementaire n'autorise le Conseil municipal à fixer les dénominations des voies privées ». Notez qu'il est cependant judicieux de s'accorder sur la dénomination des voies avec les propriétaires de voirie privée.

Décret n° 94-1112 du 19 décembre 1994

« Art 1 : Dans les communes de plus de 2 000 habitants, doivent être notifiés par le Maire auprès du centre des impôts foncier ou du bureau du cadastre concerné :

- la liste alphabétique des voies publiques et privées et les modifications s'y rapportant, à la suite, notamment, soit du changement de dénomination d'une voie ancienne, soit de la création d'une voie nouvelle ;
- le numérotage des immeubles et les modifications le concernant »

Le Code générale des collectivités territoriales.

R. 2512-6 à R. 2512-15

Règles applicables à la ville de Paris.

L 2321-2 20°

L'installation, l'entretien, le changement des plaques de rues est à la charge de la commune. Ces dépenses sont obligatoires et afférentes « aux dépenses d'entretien des voies communales ».

Article L2212-2

« La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques.

Elle comprend notamment :

1° Tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques, ce qui comprend le nettoyage, l'éclairage, l'enlèvement des encombrements, la démolition ou la réparation des édifices et monuments funéraires menaçant ruine, l'interdiction de rien exposer aux fenêtres ou autres parties des édifices qui puisse nuire par sa chute ou celle de rien jeter qui puisse endommager les passants ou causer des exhalaisons nuisibles ainsi que le soin de réprimer les dépôts, déversements, déjections, projections de toute matière ou objet de nature à nuire, en quelque manière que ce soit, à la sûreté ou à la commodité du passage ou à la propreté des voies susmentionnées ; [...]

Article L2213-28

« Dans toutes les communes où l'opération est nécessaire, le numérotage des maisons est exécuté pour la première fois à la charge de la commune. L'entretien du numérotage est à la charge du propriétaire qui doit se conformer aux instructions ministérielles »

Le Code de la voirie routière

Article L. 113-1

« Les règles relatives au droit de placer en vue du public des indications ou signaux concernant la circulation sont fixées par l'article L. 411-6 du code de la route, ci-après reproduit : Art. 411-6.-Le droit de placer en vue du public, par tous les moyens appropriés, des indications ou signaux concernant, à un titre quelconque, la circulation n'appartient qu'aux autorités chargées des services de la voirie. »

3.2.2 Synthèse de la réglementation associée à l'adresse

Les éléments de cette synthèse sont extraits des textes réglementaires présentés précédemment. Ils permettent d'avoir un aperçu rapide de la réglementation associée à l'adressage.

L'adressage est-il obligatoire ?

Bien qu'aucune disposition réglementaire n'impose aux communes de procéder à la dénomination des voies (à l'exception des communes de plus de 2000 habitants et de la ville de Paris), l'adressage des communes est primordial et, de la responsabilité du Maire. Conformément à l'article L212-2 du CGCT, le Maire veille au titre de son pouvoir de police générale à la « commodité de passage dans les rues, quais, places et voies publiques ».

L'adressage est un des éléments permettant cette "commodité de passage".

La liberté réglementaire laissée au Maire en matière d'adressage rend possible, par exemple :

- l'adressage de la commune par secteurs
- la dénomination des voies dans une première phase puis, plus tard, la numérotation.

Ceci en recherchant le meilleur compromis entre la qualité de l'adressage et les ressources financières et humaines disponibles pour le mettre en place.

En bref

Le Maire veille au titre de son pouvoir de police générale à la « commodité de passage dans les rues, quais, places et voies publiques » conformément au 1° de l'article L.212-2 du CGCT. Les communes de plus de 2000 habitants doivent transmettre au centre des impôts fonciers ou au bureau du cadastre, une liste des voies publiques et le numérotage des immeubles ainsi que leurs modifications. Il appartient au Conseil municipal de délibérer sur la dénomination des rues et des places publiques, Délibérations soumises à l'approbation du Préfet. La dénomination des voies est entièrement à la charge de la commune. Ces dépenses sont afférentes aux "dépenses d'entretien des voies communales".

La numérotation est à la charge de la commune à la première installation seulement. Le propriétaire est ensuite chargé de son entretien et renouvellement le cas échéant. Les propriétaires des immeubles ne peuvent s'opposer à l'apposition des plaques indicatrices de noms de rues ou de numérotation sur leurs immeubles.

3.3 Les outils de l'adressage

Les communes peuvent décider de réaliser l'adressage de manière autonome ou de faire appel à des compétences extérieures.

➔ **Contactez votre intercommunalité pour connaître la stratégie préconisée sur votre territoire. Elle vous conseillera sur la méthodologie à adopter.**

3.3.1 Logiciel de SIG

Si vous disposez d'un logiciel SIG (Système d'Information Géographique), cette identification peut se faire à partir de votre base de données interne, ou à partir de référentiels comme la BD Topo®, la BD Adresse® de l'IGN ou le cadastre de la DGFIP. Ces données sont gratuites pour les communes, et téléchargeables à partir du site de l'IGN : <https://geoservices.ign.fr/documentation/diffusion/telechargement-donnees-libres.html>

Dans certains cas, vos EPCI sont dotés de services SIG pouvant vous assister. N'oubliez pas de les contacter.

3.3.2 Outil « Mes adresse » de data.gouv.fr et diffusion en Open Data

Il est aujourd'hui conseillé de créer sa base d'adresse au format BAL (Base d'adresse Locale) et de la diffuser en Open data sur <https://adresse.data.gouv.fr>, pour une intégration automatique à la BAN (Base adresse nationale)

Ce site, issu d'une initiative publique, offre des outils de contribution pour les collectivités locales leur permettant, depuis un diagnostic de leurs adresses, de produire des projets d'adressage. L'adressage peut être réalisé à l'aide de l'outil : <https://adresse.data.gouv.fr/gerer-mes-adresses>

La base d'adresse locale pourra être diffusée en Open Data via ce même site/outil.

Des guides d'utilisation sont présents sur <https://adresse.data.gouv.fr/guides>

3.3.3 Prestataires de services

Des prestataires de services, privés ou publics, proposent des prestations d'accompagnement et/ou de réalisation de l'adressage.

3.4 Délibération Numérotage et dénomination des voies de la Commune

Délibération prise par la Conseil municipal : lancement de l'opération, choisir de réaliser l'opération en régie ou de faire appel à un prestataire. Exemple :

Monsieur/Madame le Maire expose l'intérêt d'établir un plan d'adressage de la commune (numérotage et dénomination des voies). En effet, une meilleure identification des lieux dits et des maisons faciliterait à la fois l'intervention des services de secours mais également la gestion des livraisons en tous genres.

En particulier, Monsieur le Maire explique que cet adressage constitue un prérequis obligatoire pour le déploiement de la fibre optique, en permettant notamment la localisation de 100 % des foyers et facilitant ainsi la commercialisation des prises.

Il explique ensuite que la réalisation de ce plan d'adressage peut être confiée à un prestataire ou réalisée en interne.

La dénomination et le numérotage des voies communales relèvent de la compétence du Conseil municipal qui, dans le cadre de ses attributions prévues par l'article L.2121-29 du CGCT, règle par ses délibérations les affaires de la commune.

En vertu de l'article L.2213-28 du CGCT, «Dans toutes les communes où l'opération est nécessaire, le numérotage des maisons est exécuté pour la première fois à la charge de la commune. L'entretien du numérotage est à la charge du propriétaire qui doit se conformer aux instructions ministérielles».

La dénomination et le numérotage constituent une mesure de police générale que le Maire peut exercer pour des motifs d'intérêt général.

Uniquement pour les communes > 2000 hab. : Par ailleurs, suivant les dispositions du décret n° 94-1112 du 19 décembre 1994, dans les communes de plus de 2 000 habitants, doivent être notifiés par le maire auprès du centre des impôts fonciers ou du bureau du cadastre : la liste alphabétique des voies publiques et privées et les modifications s'y rapportant, à la suite, notamment, soit du changement de dénomination d'une voie ancienne, soit de la création d'une voie nouvelle, le numérotage des immeubles et les modifications le concernant. Le numérotage est, de ce fait, obligatoire dans ces communes.

Par la suite, le Conseil municipal sera amené à se prononcer sur la dénomination et le numérotage des voies.

Il est demandé au Conseil municipal :

- de valider le principe général de dénomination et numérotage des voies de la commune,
- d'autoriser l'engagement des démarches préalables à la mise en œuvre de la dénomination et du numérotage des voies.

4 LA DÉNOMINATION DES VOIES

4.1 J'identifie les voies à nommer

La dénomination d'une voie nécessite une délibération du Conseil municipal.

Il est important d'identifier, sur votre commune, les voies qui doivent faire l'objet d'un nommage et d'un numérotage. Pour cela des outils peuvent vous aider pour réaliser le diagnostic de votre commune comme précisé au chapitre 3.3.

Attention !

Si vous avez un projet de construction ou de réhabilitation, la dénomination des voies doit intervenir le plus tôt possible, en amont de tous travaux de construction, que cela concerne les voies publiques ou les voies privées dans des lotissements par exemple (en concertation avec le propriétaire). N'oubliez donc pas de repérer également les voies en cours de création ou dont la création est imminente.

Si vous disposez d'un service urbanisme, n'hésitez pas à le contacter afin de connaître les futurs aménagements possibles, les permis de construire déposés, les emplacements réservés, schémas de principe, ainsi que la constructibilité des terrains environnants avec le PLU.

L'adressage doit être effectué avant la délivrance de tout permis de construire.

- ➔ **J'identifie les voies de ma commune déjà nommées et numérotées.**
- ➔ **J'identifie les voies existantes à nommer et numéroté.**
- ➔ **J'identifie les voies qui pourraient être créées dans les travaux d'aménagement à venir, que celles-ci soient des voies publiques ou privées.**
- ➔ **Le plus : j'utilise de préférence un SIG afin de faciliter ma tâche et l'échange ultérieur d'informations.**

Remarques sur les voies privées :

Les voies privées ouvertes à la circulation publique : les règles applicables sont celles des voiries municipales, néanmoins une phase de communication avec les riverains et propriétaires est nécessaire. (cf . Code de la Voirie Routière article L162-1).

Pour les voies privées non ouvertes à la circulation publique ainsi que les chemins privés : dès lors que la voie mesure plus de 150 m et/ou dessert plus de 10 bâtis ou logements potentiels, il est vivement recommandé de dénommer et numéroté les chemins et voies privées (pour faciliter la distribution des secours et des services). Les municipalités devront rechercher obligatoirement l'accord des propriétaires. La municipalité veillera à ne pas permettre l'utilisation de libellés déjà existants dans la commune.

4.2 Je détermine le type de ma voie

Pour chaque voie, avant de définir un nom, il est important de définir un type (allée, avenue, boulevard, etc...).

Le choix du type de voie doit correspondre au maximum à la réalité du terrain.

Les principaux types de voie sont les suivants :

ALLÉE	Voie bordée d'arbres, de haies ou de plate-bandes.
AVENUE	Grande voie urbaine plantée d'arbres, le plus souvent radiale.
BOULEVARD	Voie de communication plus large qu'une rue faisant le tour de ville, à l'origine à l'emplacement d'anciens remparts.
CHEMIN	Voie de terre préparée pour aller d'un lieu à un autre
COURS	Promenade publique plantée d'arbres
IMPASSE	Voie à une seule entrée
PASSAGE	Galerie couverte et réservée aux piétons, qui sert au dégagement des rues voisines
PÉRIPHÉRIQUE	Autoroute urbaine qui fait le tour de ville
PLACE	Espace découvert auquel aboutissent plusieurs rues
QUAI	Voie publique entre une surface d'eau et des habitations
ROUTE	Voie carrossable, aménagée pour aller d'un lieu à un autre
RUE	Voie de circulation aménagée dans une ville, entre les habitations et les propriétés closes
RUELLE	Petite rue étroite
SQUARE	Jardin public

- ➔ Je veille à ce que le type de voie choisi soit cohérent avec la réalité du terrain.
- ➔ J'évite de multiplier les appellations locales qui pourraient être mal reprises (lices, contrescarpes, ...).

4.3 Je nomme ma voie

Le nommage des voies doit respecter certaines règles importantes et préconisations.

Les principales préconisations de La Poste, extraites de « l'ABC de la gestion des voies », sont les suivantes :

Éviter les homonymies ou les noms à phonétiques identiques.

Exemple : S'il existe une RUE DU MARCHE, ne pas créer une PLACE DU MARCHE. S'il existe une AVENUE DU PONT, ne pas créer une RUE DU PONT.

Ne pas baptiser une voie d'un nom utilisé par le passé.

Éviter les changements de libellé d'une voie.

Exemple : la RUE DU MARCHE a été transformée en 1974 en RUE POMPIDOU. En 1984, du courrier est toujours adressé à l'ancienne appellation. En 1994, les habitants continuent à se rendre « RUE DU MARCHE ».

Éviter les libellés se terminant par des mentions particulières décrivant un type de voie ou signalant l'aménagement d'une voie.

Exemple : Description d'un type de voie : PREMIÈRE AVENUE, RUE DE LA GRANDE AVENUE, etc... Signalement de l'aménagement d'une voie : PROLONGÉE...

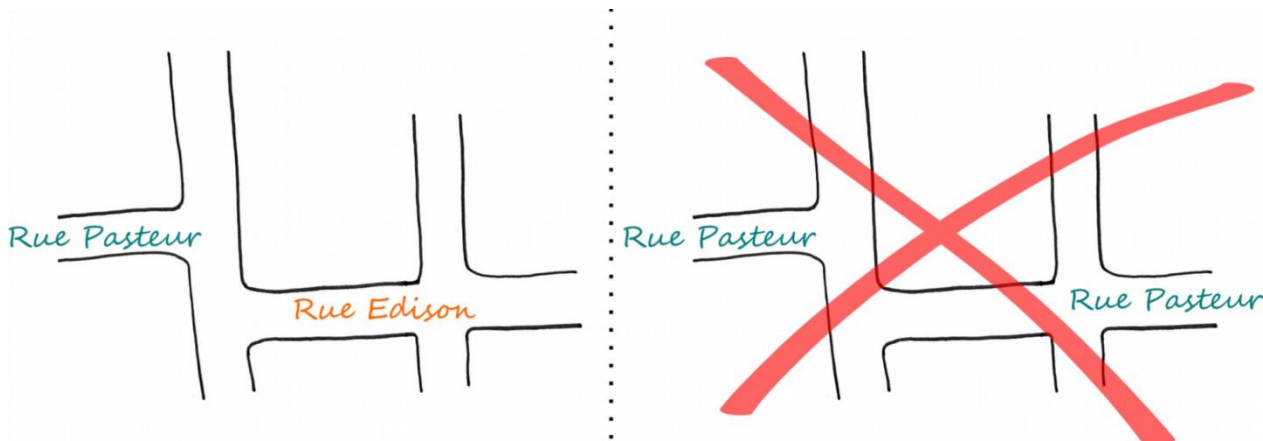
Éviter les libellés de voie trop longs. Opter pour des libellés de voies concis, jusqu'à 38 caractères ou espaces.

➔ **Il est tout à fait possible de nommer les voies uniquement en langue locale (Basque, Béarnais, Corse, Breton...). Nommer les voies uniquement en langue locale permet d'encourager l'usage de ces langues au quotidien, car ils seront, de fait, présents au niveau des cartes géographiques, GPS, service de cartographie en ligne (Google maps, Mappy...) et des bases de données d'adresses qui sont utilisées par les services publics ou commerciaux (sélection des adresses dans des menus défilants). Aussi, par exemple, le cadastre ne prend en compte qu'une seule dénomination.**

4.4 Les règles de dénomination des voies

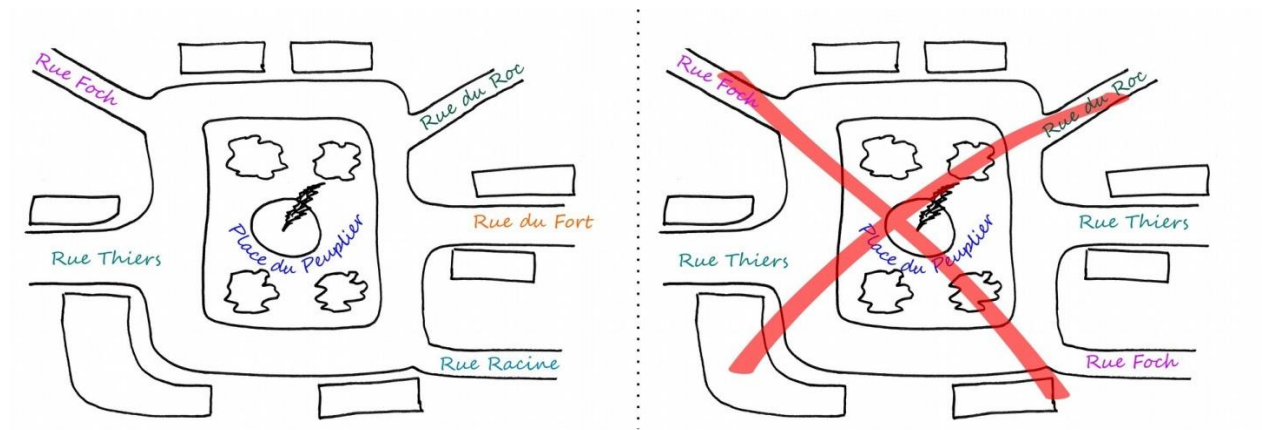
Voie avec discontinuité :

Les voies ne doivent pas présenter de discontinuité dans leur parcours. Le décochement schématisé ci-dessous rend nécessaire l'attribution de deux noms de voie.



Voie avec discontinuité nommée :

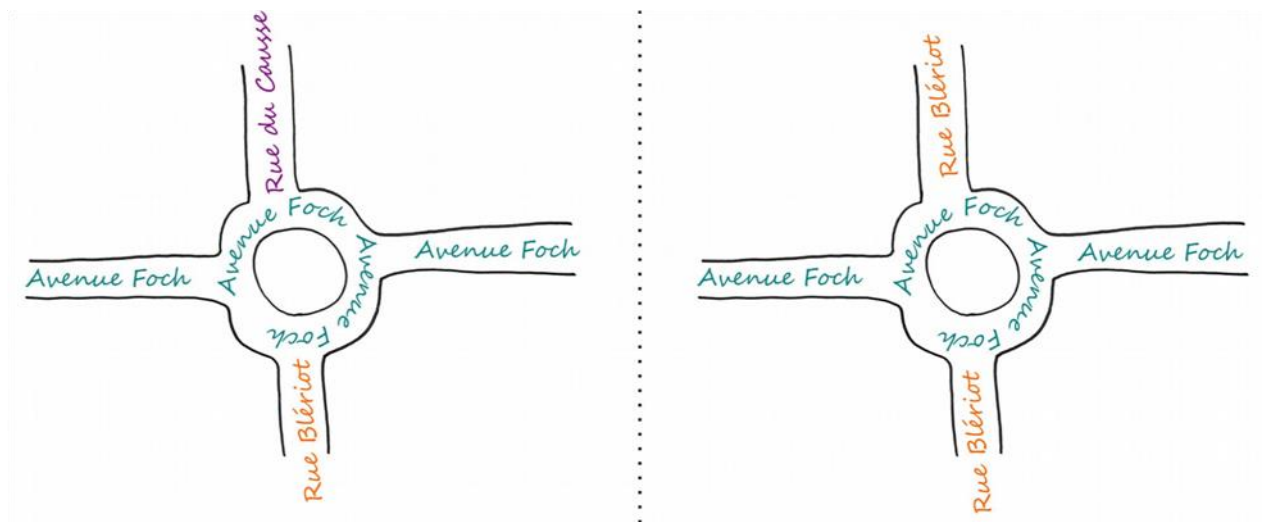
Les voies ne doivent pas présenter de discontinuité nommée. Ci-dessous, les voies doivent porter des noms différents de part et d'autre de la place schématisée.



Voie avec giratoire :

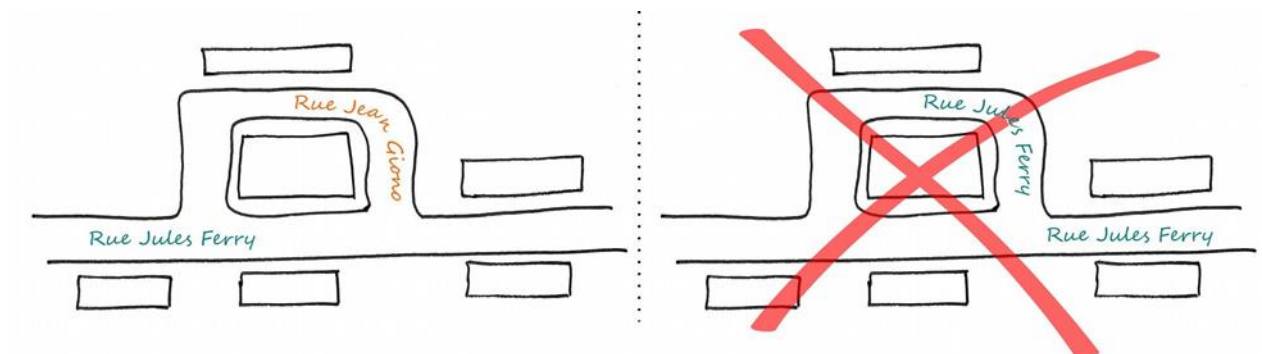
Avec voie traversante unique, (ci-dessous à gauche) une seule voie traverse le giratoire en conservant son nom. Les autres rues en changent.

Avec voies traversantes multiples, (ci-dessous à droite) les voies traversent le giratoire en conservant leur nom. La plus importante nomme le giratoire.



Voie avec double raccordement :

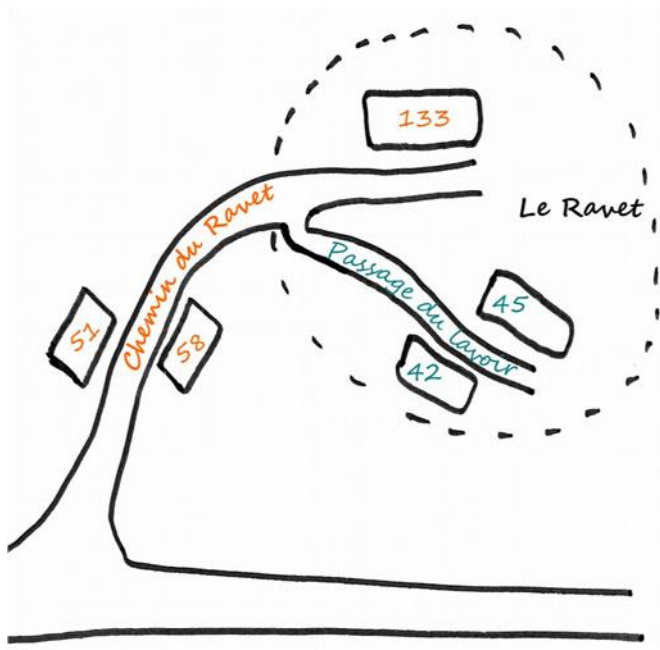
Une voie avec double raccordement doit être identifiée par un nom de voie. Elle ne doit pas prendre le nom de la voie à laquelle elle est rattachée.



Nommer la voie d'accès au lieu-dit :

La voie d'accès au lieu-dit est nommée. Le nom de voie peut reprendre le nom du lieu-dit en mot directeur auquel est ajouté un type de voie exemple ci-contre : Le **Chemin du Ravet** qui dessert le Hameau du Ravet.

Si elles existent, les voies secondaires desservant des habitations au sein du lieu-dit sont elles aussi nommées. Exemple : le **passage du lavoir**, voie secondaire dans le hameau du Ravet.



Cet adressage permet :

- l'assignation aisée d'une adresse à des habitations isolées le long de la voie d'accès au lieu-dit
- un repérage plus facile au sein du lieu-dit puisque les voies secondaires sont nommées
- la création d'un nom permettant d'identifier de manière unique la voie d'accès au lieu-dit et celle secondaire qui dessert des habitations au sein du lieu-dit. Ce nom peut être utilisé pour la voirie, les réseaux...

Ma commune contient énormément de petites voies ou impasses desservant une à plusieurs habitations dans un lieu-dit habité :

Que faire ? 2 possibilités :

1. Recommandé : nommer la petite voie/impasse qui dessert des habitations et y associer une numérotation.
2. Moins recommandé : construire l'adresse des habitations en reprenant la dénomination de la voie principale.

Attention : cas d'adressage en relation avec les communes voisines :

Nommer une voie traversant plusieurs communes : nommer la voie différemment sur les deux communes afin d'anticiper les problèmes d'adressage liés au doublonnage des numéros.

Adressage des voies limitrophes : une concertation avec la commune limitrophe est indispensable :

- pour définir une dénomination commune de cette voie limitrophe
- pour déterminer un seul point d'origine de la voie afin de réaliser la numérotation métrique ou classique.

Maison située sur une commune A et desservie par une voie située sur une commune B : la commune A ne peut pas dénommer librement la voie. Que faire ? La commune A peut adresser la maison en la numérotant et en utilisant le nom du lieu-dit pour construire l'adresse. **Ce type d'adressage doit rester marginal.**

4.5 Délibérer sur le nommage des voies à travers une délibération en Conseil municipal

Délibération prise par la Conseil municipal : nommage des voies. Exemple :

Par délibération du..., le Conseil municipal a validé le principe de procéder au nommage et au numérotage des voies de la commune, et autorisé l'engagement des démarches préalables à leur mise en œuvre.

Monsieur/Madame le Maire informe les membres présents qu'il appartient au Conseil municipal de choisir, par délibération, le nom à donner aux rues, voies et places de la commune.

La dénomination des voies communales est laissée au libre choix du Conseil municipal dont la délibération est exécutoire par elle-même.

Il convient, pour faciliter le repérage, pour les services de secours (SAMU, Pompiers, Gendarmes qui ont du mal à localiser les adresses en cas de besoins), le travail de la Poste et des autres services publics ou commerciaux, la localisation sur les GPS, d'identifier clairement les adresses des immeubles.

Les propriétaires de voies privées ont donné leur accord à la dénomination de leurs voies.

Considérant l'intérêt communal que présente la dénomination des rues et places, il est demandé au Conseil municipal :

- de VALIDER les noms attribués à l'ensemble des voies communales (liste en annexe de la présente délibération),
- d'AUTORISER Monsieur/Madame le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération,
- d'ADOPTER les dénominations suivantes : (voir tableau)

4.6 Prendre un arrêté municipal déterminant le modèle de plaques de dénomination de rues

Le maire de la commune de.....,

VU les articles L. 2212-1, L. 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération en date du ... du Conseil municipal ayant validé le principe de procéder au nommage et au numérotage des voies de la commune, et autorisé l'engagement des démarches préalables à leur mise en œuvre,

VU la délibération en date du ... du Conseil municipal décidant de donner une dénomination officielle aux voies et places de la commune de ...,

CONSIDÉRANT qu'il appartient à l'autorité municipale de prescrire toutes mesures propres à assurer la commodité de la circulation et que l'apposition sur les façades des maisons de plaques indicatives du nom des rues et places publiques s'inscrit au nombre de ces mesures,

ARRÊTE

Article 1 - La dénomination des rues et places publiques de la commune est matérialisée par l'apposition, par les soins ou sous le contrôle de la municipalité et aux frais de la commune, de plaques indicatives.

Article 2 - Ces plaques en (tôle vernissée, faïence, terre à poêle émaillée...) de centimètres de haut sur..... centimètres de large sont apposées sur la façade de chaque maison ou mur de clôture formant angle d'une rue, place ou carrefour, autant que possible au-dessus du rez-de-chaussée et à mètres du sol, de telle manière qu'elles soient normalement lisibles de la chaussée.

Article 3 - Nul ne peut à quelque titre que ce soit mettre obstacle à l'apposition de ces plaques ni dégrader, recouvrir ou dissimuler tout ou partie de celles apposées.

Article 4 - Aucune dénomination n'est admise que celle officiellement et régulièrement décidée par le conseil municipal. L'apposition, à l'initiative des particuliers, de toute plaque conforme à cette dénomination est subordonnée à une autorisation de l'autorité municipale.

Article 5 - Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois.

Article 6 - Article d'exécution.

Fait à....., le

Le maire

(sceau et signature)

4.7 J'installe la signalétique

Il est primordial de veiller à apposer à chaque intersection, une plaque mentionnant le libellé de la voie, in extenso et en majuscules.

La signalétique est à mettre en place rapidement après avoir averti les organismes de livraison ou de secours, voire de manière simultanée, afin qu'ils puissent immédiatement se repérer sur le terrain.

Attention !

Si vos administrés connaissent le nom de rue sans avoir besoin de se référer aux plaques, il n'en est pas de même pour les visiteurs, touristes, livreurs ou autres personnes de passage, pour qui ces indications seront d'une aide précieuse.

Vous avez la possibilité de mettre en place vos plaques sur des poteaux prévus à cet effet, ou alors de les disposer sur les murs des immeubles jouxtant le carrefour.

Comme détaillé dans la partie réglementaire de ce guide, les propriétaires ne peuvent s'opposer à l'apposition de plaques de rues sur leurs bâtiments.

5 LA NUMÉROTATION DES VOIES

5.1 J'identifie les voies à numérotter

Après la dénomination des voies il est important d'identifier, sur votre commune les voies qui doivent faire l'objet d'une numérotation. Pour cela des outils peuvent vous aider pour réaliser le diagnostic de votre commune comme précisé au chapitre 3.3.

5.2 Je détermine mon système de numérotation

La numérotation des voies peut être faite suivant deux systèmes principaux :

La numérotation continue :

Les immeubles sont numérotés avec des numéros croissants depuis le début de la voie. Le long de cette voie, les numéros pairs sont à droite (2, 4, 6, etc), les numéros impairs sont à gauche. Cette numérotation convient aux zones urbanisées dense (centre-ville).

Cf. fiche pratique « La numérotation continue »

La numérotation métrique :

Les numéros attribués aux propriétés représentent la distance en mètres séparant le début de la voie et l'entrée de l'habitation. Cette numérotation permet d'insérer de nouveaux numéros sans modifier la numérotation existante et sans risque de créer des numéros bis ou ter. Le long de la voie, les numéros pairs sont à droite (2, 4, 6, etc.), les numéros impairs sont à gauche.

Cf. Fiche pratique « La numérotation métrique »

Le plus de la numérotation métrique :

La numérotation métrique est particulièrement efficace pour les organismes de secours puisque le numéro comporte la distance à parcourir depuis le début de la voie.

Remarque : des communes ont pu faire le choix la numérotation décimétrique pour éviter des numéros à rallonge. Bien que cette méthode soit valide, il est préférable de rester sur une numérotation métrique.

- ➔ Je privilégie la numérotation métrique.
- ➔ J'évite au maximum d'attribuer des numéros bis, ter, quater, etc...
- ➔ J'utilise le même système de numérotation sur toute ma commune.

5.3 Je numérote ma voie

La numérotation des voies doit répondre à plusieurs enjeux (acheminement du courrier, accès des secours...) un ensemble de préconisations sont à respecter.

Le sens croissant des numéros est établi en fonction de différentes règles logiques ou fixées par convention.

La numérotation doit être paire à droite et impaire à gauche (dans le sens croissant des numéros).

Numéroter tous les bâtis habités et réserver des numéros pour le non habité, lorsqu'un changement de vocation du bâti est envisageable (en numérotation continue seulement). Le fait de réserver des numéros ne veut pas forcément dire qu'il faut les afficher.

Prévoir des numéros pour de futures constructions constituant des « trous dans la numérotation » (en numérotation continue seulement).

Exclure toute numérotation qui ne serait pas croissante.

Exclure les imbrications de numéros pairs et impairs sur un même côté.

Éviter les extensions bis, ter, quater, etc., ainsi que les lettres (A, B, C, D, ...).

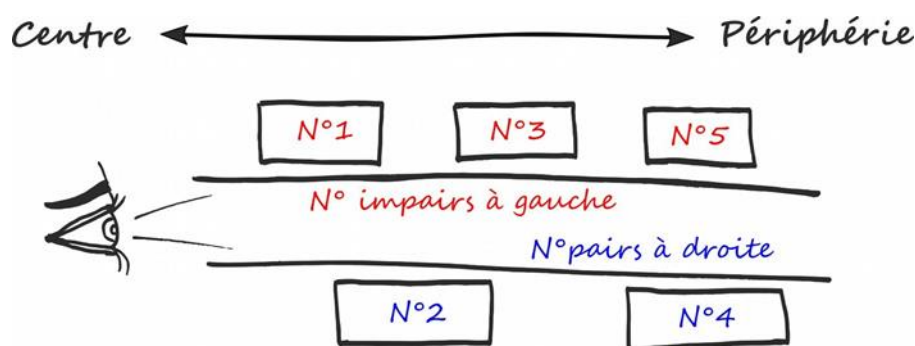
Exemple : le numéro 4D situé ALLÉE DES BOIS, peut être transformé malencontreusement en 40 ALLÉE DES BOIS.

5.3.1 La numérotation continue

La numérotation continue, avec des numéros pairs d'un côté et impairs de l'autre, est celle la plus utilisée dans les zones urbaines denses, centre-ville, centre-bourg.

L'ordre de la numérotation respecte différentes règles logiques qui, appliquées selon les situations rencontrées, rendent la numérotation plus facile à appréhender pour les usagers de l'adresse :

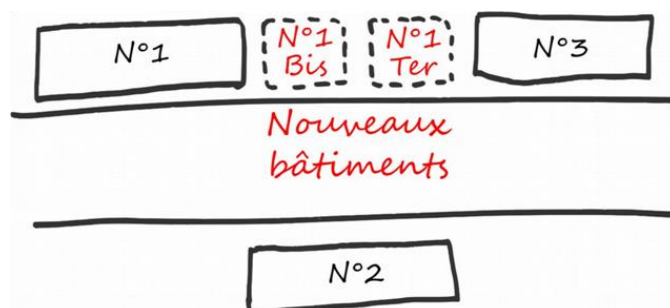
- la numérotation est croissante en s'éloignant du centre.
- dans une rue à sens unique, la numérotation est croissante dans le sens de parcours de la rue.
- la numérotation est croissante en suivant le parcours le plus fréquemment utilisé par les usagers pour entrer dans une rue, du réseau routier principal au réseau secondaire.



Si ces règles logiques ne suffisent pas à trancher, le sens de la numérotation pourra suivre, par convention, la règle suivante : le sens croissant des numéros est établi en allant du centre vers la périphérie. En cas d'ambiguïté, choisir le sens EST vers OUEST et si l'ambiguïté persiste, NORD vers SUD.

Ajout de nouveaux numéros :

Le principal inconvénient de cette numérotation est l'ajout nécessaire de « Bis », « Ter » etc. lorsque de nouveaux points d'accès numériques s'intercalent entre des points déjà existants ex. construction de nouveaux bâtiments entre deux bâtiments existants. L'utilisation de ces extensions aux numéros de rue est déconseillée. **Il est donc possible de prévoir des numéros « en réserve » pour de futures habitations.** Ces numéros ne sont pas forcément affichés, ils constituent des trous dans la numérotation.



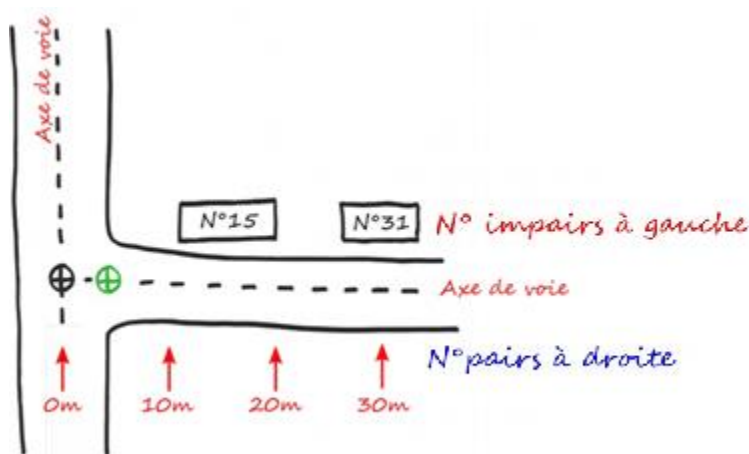
Dans la mesure du possible et particulièrement dans les zones rurales, il est donc conseillé d'utiliser la numérotation métrique. Elle est plus évolutive et contient intrinsèquement la distance séparant une habitation du début de la voie la desservant. Cette information est utile aux services de secours et aux autres utilisateurs de l'adresse.

5.3.2 La numérotation métrique

La numérotation métrique doit être utilisée en priorité. Elle est évolutive et donne la distance séparant un point d'accès numérique du début de la voie, information utile aux usagers.

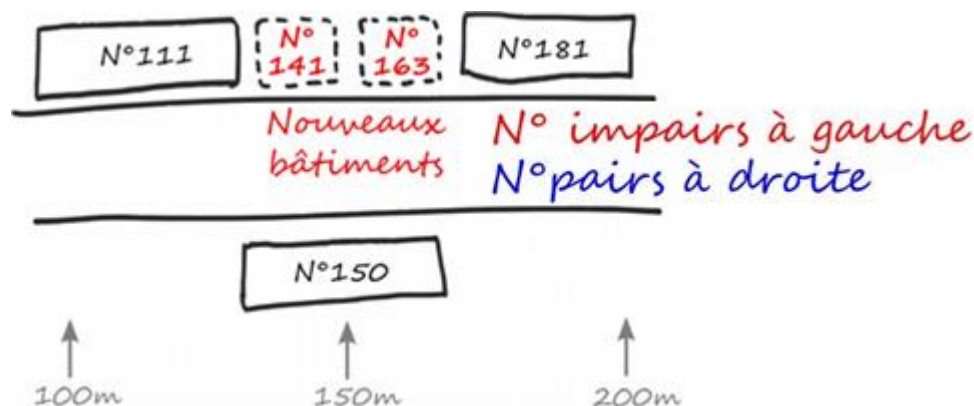
Les numéros attribués aux habitations représentent la distance en mètres séparant le début de la voie du point adresse numérique. L'origine de la voie, à partir de laquelle est calculée la numérotation, correspond à l'intersection de deux axes de voies (croix noire). Alternativement elle peut correspondre au début de la voie (croix verte). Choisissez l'une de ces solutions et appliquez-la sur toute votre commune.

Les numéros de voirie seront pairs du côté droit des tronçons de la voie et impairs du côté gauche.



Ajout de nouveaux numéros :

Cette numérotation permet d'insérer de nouveaux numéros sans modifier la numérotation existante et sans risque de créer des numéros bis ou ter.



Dès que possible, l'utilisation d'une numérotation métrique est conseillée. L'utilisation d'un odomètre ou d'un logiciel SIG permet la mesure de la longueur de la voirie, pour l'assignation des numéros.

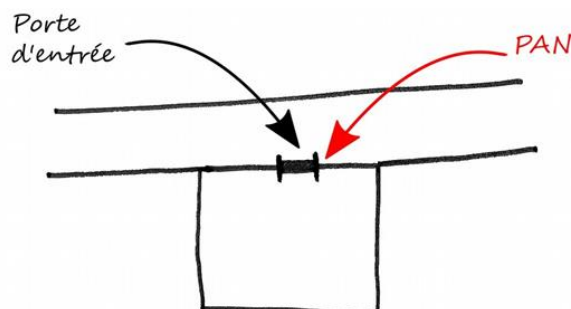
Remarque : des communes ont pu faire le choix la numérotation décimétrique pour éviter des numéros à rallonge. Bien que cette méthode soit valide, il est préférable de rester sur une numérotation métrique.

5.3.3 Le point d'accès numérique

Le point d'accès numérique est l'emplacement physique qui permet l'accès à un bâtiment ou à un ensemble de bâtiments à partir d'une voie. Le point d'accès numérique est situé sur le bord de la voie ouverte à la circulation publique.

Point d'accès numérique et porte confondus :

Le Point d'Accès Numérique (PAN) est situé sur le bord de la voie ouverte à la circulation publique. Il correspond souvent à la porte d'entrée du bâtiment.

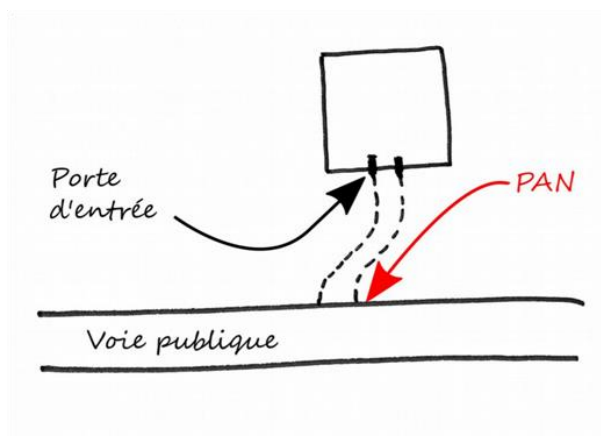


Numérotation d'une maison d'habitation comprenant deux appartements ou un appartement/un local professionnel : Que faire ? 2 possibilités :

- Appliquer une seule numérotation sur cette maison à condition que l'adresse de chaque appartement soit identifiée par un numéro d'appartement et le nom de l'occupant. Cette approche est également valable entre un logement et un local professionnel situés dans une même habitation.
- Appliquer une double numérotation **uniquement** si chaque appartement ou local professionnel dispose de son propre accès.

Point d'accès numérique et porte d'entrée dissociée :

Lorsque la porte d'entrée du bâtiment ne débouche pas directement sur la voie publique, le PAN est situé à la limite de la voie publique et de la voie privée donnant accès au bâtiment, sur l'un des piliers de portail par exemple.



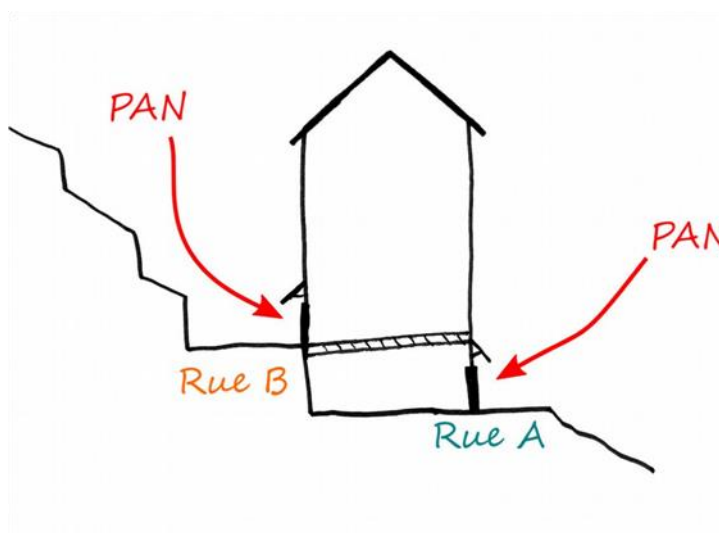
Numérotation des voies privées non-nommées :

Les chemins et voies privées qui ne font pas l'objet d'une dénomination sont considérés comme des points d'accès numériques. Ils sont désignés par leur numéro (unique) de point d'accès numérique à leur point d'accès à la voie publique (intersection, raccordement). Dans ce cas, tous les riverains de ce chemin partagent le même numéro.

Bâtiment avec accès à différents niveaux.

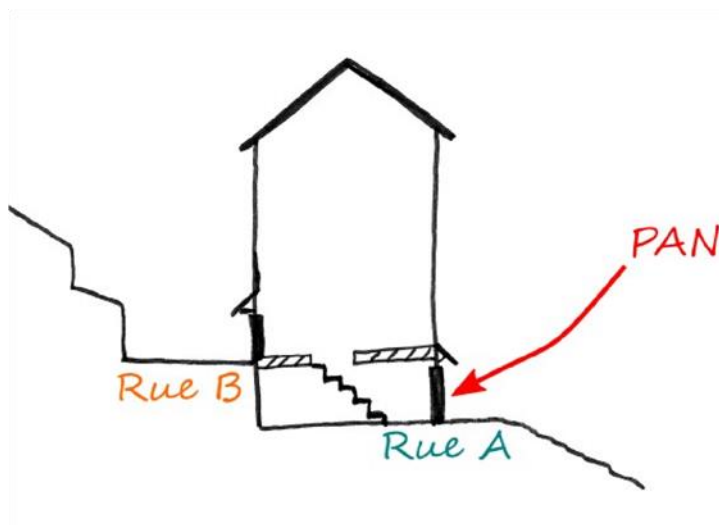
Non communicants :

Lorsque les accès permettent l'entrée dans des locaux ne communiquant pas entre eux, un PAN est attribué à chacune des entrées.



Communicants :

Lorsque les accès sont deux entrées d'un même local, un seul PAN est attribué à l'entrée principale.



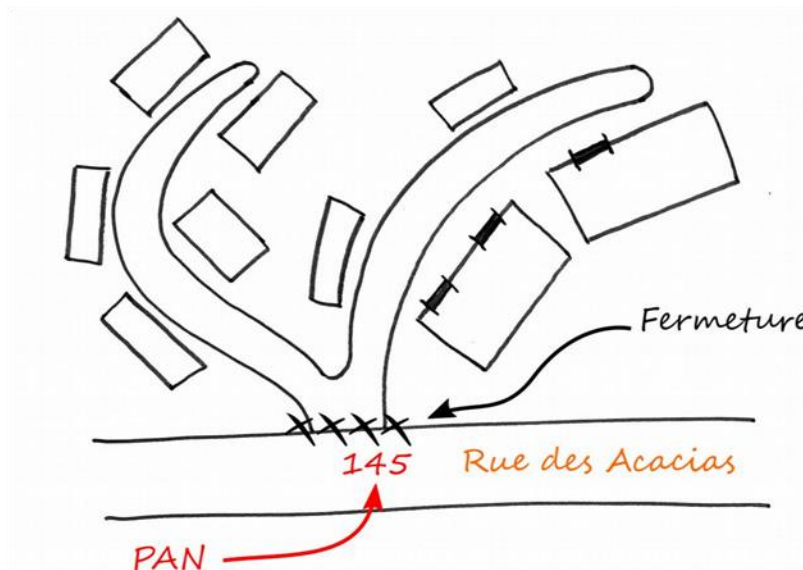
Les ensembles de bâtiments, copropriétés, résidences, lotissements

Ensembles fermés :

Le Point d'Accès Numérique (PAN) est situé sur le bord de la voie ouverte à la circulation publique. L'adressage au sein d'ensembles privés clos n'est pas de la responsabilité du Maire.

L'adresse sera présentée de la façon suivante :

*Mme. DURAND
145 Rue des Acacias*



Ensembles privés ouverts (lotissements...) :

En concertation avec le propriétaire, le promoteur de l'ensemble immobilier, il est important de réaliser l'adressage de ces ensembles dans lesquels la circulation peut parfois être complexe.

Un adressage défini au plus tôt sera adopté immédiatement par les nouveaux habitants et ne sera pas à faire à posteriori, lors d'une éventuelle rétrocession de la voirie à la commune.

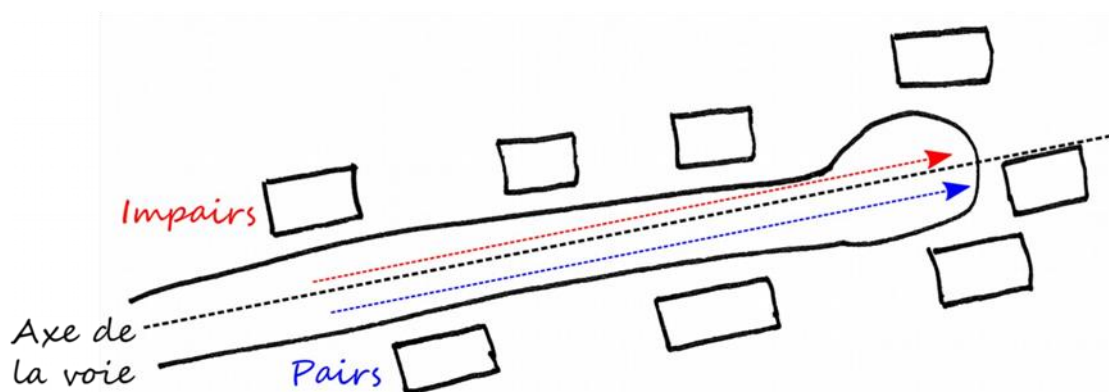
5.3.4 Les cas particuliers de la parité des numéros

Principes généraux :

La parité suit les règles générales énoncées dans la fiche « La numérotation continue ». Certains cas sont détaillés ci-dessous.

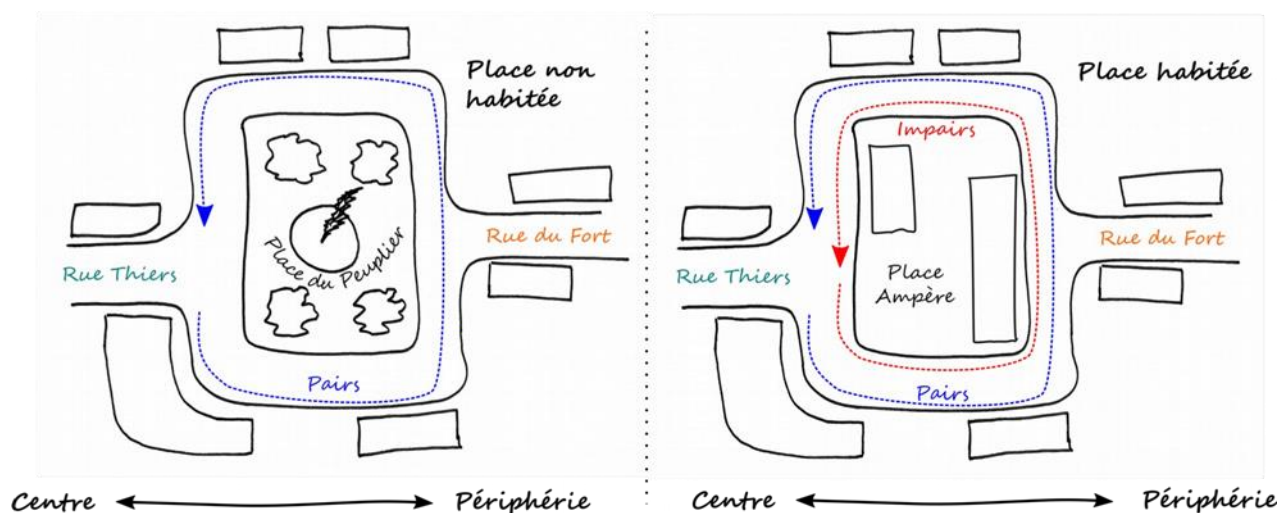
Impasse :

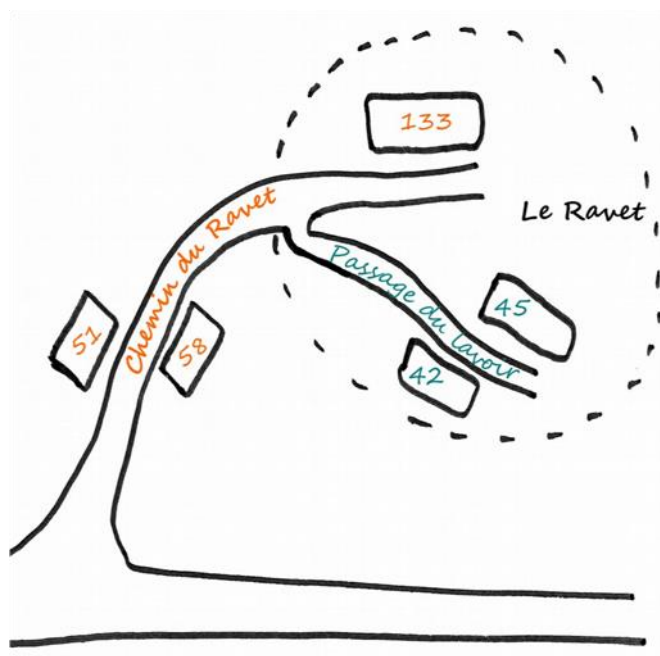
L'axe de la voie permet de définir la limite entre numéros pairs et impairs.



Place nommées :

Sur les places nommées et non habitées il est conseillé de faire « tourner » la numérotation paire autour de la place dans le sens impérativement de la circulation si cette place est circulaire ou dans le sens inverse des aiguilles d'une montre si elle n'est pas circulaire. Sur les places habitées, les habitations centrales prennent les numéros impairs.





Le long des voies, les bâtiments sont numérotés en respectant les préconisations détaillées dans ce guide.

Les noms de lieux-dits pourront être conservés dans les adresses même si ils ne sont plus indispensables pour localiser une habitation. Les adresses se structureront de la manière suivante, avec ou sans le nom du lieu-dit.

M.DUPONT
LE RAVET
133 CHEMIN DU RAVET

M.DUPONT
133 CHEMIN DU RAVET

Cet adressage permet :

- l'assignation aisée d'une adresse à des habitations isolées le long de la voirie d'accès au lieu-dit
- un repérage plus facile au sein du lieu-dit puisque les voies secondaires sont nommées
- la création d'un nom permettant d'identifier de manière unique la voirie d'accès au lieu-dit et celle secondaire qui dessert des habitations au sein du lieu-dit. Ce nom peut être utilisé pour la voirie, les réseaux...

5.4 Prendre un arrêté municipal définissant le numérotage et ses modalités

Prendre un arrêté municipal définissant le numérotage et ses modalités, les conditions de prise en charge et le modèle de plaques de numérotage

Le maire de la commune de.....,

VU les articles L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 2213-28 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération en date du ... du Conseil municipal validant le principe de procéder au nommage et au numérotage des voies de la commune, et autorisant l'engagement des démarches préalables à leur mise en œuvre,

VU la délibération en date du ... du Conseil municipal décidant le numérotage des habitations et la dénomination des voies de la commune,

CONSIDERANT que le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale que seul le maire peut prescrire,

CONSIDERANT que dans les communes où l'opération est nécessaire, le numérotage des habitations est exécuté pour la première fois à la charge de la commune,

ARRÊTE

Article 1 - Le numérotage des maisons est assuré dans la commune conformément aux prescriptions du présent arrêté.

Article 2 - Il est prescrit la numérotation suivante sur la rue ...

Article 3 - Le numérotage comporte, pour chaque rue, une série de numéros, à raison d'un seul numéro par immeuble caractérisé par l'entrée principale.

Article 4 - La série des numéros d'une rue régulièrement numérotée est formée des nombres pairs pour le côté droit et des nombres impairs pour le côté gauche de cette rue.

À adapter deux possibilités au choix :

- La numérotation métrique sera établie par un nombre représentatif de la distance en mètres entre le début de la rue et l'entrée de l'immeuble. Cette façon de numéroté permet toute insertion de numéro par la suite. De fait, l'usage des bis, ter, quater est interdit sur une voie à numérotation métrique.
- Numérotation continue

Article 5 - Le numérotage est matérialisé par l'apposition d'une plaque en tôle vernissée de ... centimètres de haut sur ... centimètres de large, portant en chiffres arabes blancs sur fond bleu, le numéro de l'immeuble. La plaque sera apposée de préférence sur la façade de chaque maison au-dessus de la porte principale (ou immédiatement à gauche de celle-ci), ou sur le mur de clôture à gauche de l'accès naturel et piétonnier, ou à défaut, sur la boîte aux lettres.

Article 6 - Les frais de premier établissement et de renouvellement, pour cause de changement de série, du numérotage, sont à la charge du budget communal.

Article 7 - Les frais d'entretien et de réfection du numérotage sont à la charge des propriétaires.

Article 8 - Les propriétaires doivent veiller à ce que les numéros inscrits sur leurs maisons soient constamment nets et lisibles et conservent leurs dimensions et formes premières. Nul ne peut, à quelque titre que ce soit, faire obstacle à leur apposition, ni dégrader, recouvrir ou dissimuler tout ou partie de ceux apposés.

Article 9 - Aucun numérotage n'est admis que celui prévu au présent arrêté. Aucun changement ne peut être opéré que sur autorisation et sous le contrôle de l'autorité municipale.

Article 10 - Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements.

Article 11 - Le présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Sous-préfet ou Monsieur le Préfet
- le Cadastre
- et notifié aux intéressés.

Fait à....., le

Le maire
(sceau et signature)

5.5 J'organise la distribution des plaques.

Il n'existe pas de modèle particulier à respecter, chaque commune procédant comme elle le souhaite.

Cependant, il ne faut pas perdre de vue que l'objectif principal reste que chaque numéro soit présent sur les habitations de votre commune.

S'il existe un arrêté municipal spécifique à l'obligation d'apposer une plaque sur chaque domicile, le Maire peut attendre de ses administrés qu'ils fassent cette démarche.

Que la pose des plaques soit obligatoire ou non, la mairie peut proposer une distribution de plaques normées, gratuites ou non.

L'utilisation de ces plaques normées peut en outre être rendue obligatoire ou peut être compatible avec l'utilisation de plaques propres à chaque administré.

Si vous décidez de distribuer gratuitement des plaques, n'hésitez pas à mettre en place un système de commande préalable pour vos administrés. Vous pourrez ainsi éditer au fur et à mesure les plaques commandées et maîtriser vos coûts.

6 INFORMER LES HABITANTS ET LES PARTENAIRES

6.1 J'informe les habitants et mes partenaires

Il est extrêmement important d'informer les habitants des voies concernées ainsi que les organismes pour qui la connaissance des adresses est de première nécessité.

J'informe mes administrés :

Pour toute démarche concernant les adresses (dénomination ou numérotation de voie), la mairie doit envoyer un courrier informant les personnes concernées par le changement d'adresse.

J'informe mes partenaires institutionnels :

Vous êtes légalement tenus d'informer certains organismes des changements ayant eu lieu sur les adresses de votre commune.

D'autres organismes peuvent également être avertis, ce qui leur permettra de rendre un service de qualité aux usagers.

➔ J'informe mes administrés et mes partenaires des changements opérés avant de mettre en place la signalétique.

6.2 Informer mes administrés

Les habitants des quartiers concernés par la numérotation sont les premiers impactés par les changements qui en découlent. Il est donc primordial de les informer de leur nouvelle adresse.

Pour cela, la mairie peut envoyer un courrier expliquant qu'une démarche de dénomination des voies et de numérotation des immeubles est en cours, dans le but d'améliorer les services rendus à la population.

Expliquez pourquoi :

Cette amélioration concerne la sécurité : SAMU, Pompiers, Gendarmerie, mais également les services de livraison et de fourniture d'énergie ou de télécommunication : La Poste, ERDF, fournisseurs d'accès internet et téléphone.

Vous pouvez également préciser la date de l'arrêté municipal actant la nouvelle dénomination de la voie si vous le souhaitez.

Précisez la nouvelle adresse :

Précisez à vos administrés la manière avec laquelle ils doivent écrire leur nouvelle adresse.

Si vous souhaitez donner la possibilité de conserver l'ancien nom de lieu-dit, vous pouvez leur proposer deux façons d'écrire leur adresse, l'une de manière « classique », c'est à dire sans nom de lieu-dit, l'autre en intégrant le lieu-dit entre le nom du destinataire et le numéro et nom de rue.

Proposez un certificat de numérotation :

Il se peut que vos administrés aient besoin de justifier de leur changement d'adresse. Pour cela, proposez-leur de retirer un certificat de numérotation en mairie.

Proposez les plaques de numérotation :

Si vous choisissez de distribuer des plaques de numérotation, mentionnez-le dans ce courrier.

Rappelez-leur qu'ils doivent eux aussi informer les organismes avec qui ils traitent.

Employeur, Sécurité sociale, Mutuelles, Banques, etc...

6.3 Exemple de courrier aux administrés

Commune de à compléter, le ../../.....

Madame, Monsieur,

L'amélioration des services rendus aux citoyens de la commune de à compléter reste une de nos priorités. À cet effet, une action de Dénomination des voies et de Numérotations des immeubles est programmée dans votre quartier.

Ainsi l'action municipale contribue à améliorer grâce à une localisation de votre domicile à partir d'une adresse précise :

- votre sécurité → Services d'urgence – Police – Gendarmerie ...
- l'efficacité des services → La Poste – ERDF – INSEE ...

Votre rue ayant fait l'objet d'une dénomination par délibération du Conseil municipal en date du ../../....., la nouvelle rédaction de l'adresse doit être formalisée ainsi :

Adresse classique	Adresse avec « Lieu-dit »
<u>Mme, M Dupont</u> <u>4 route des Lilas</u> <u>64300 Orthez</u>	Possibilité d'indiquer le nom de lieu-dit à condition de le positionner au-dessous du numéro et du nom de la voie : <u>Mme, M Dupont</u> <u>4 route des Lilas</u> <u>« nom du lieu-dit »</u> <u>64300 Orthez</u>

Les propriétaires bailleurs doivent informer les locataires de ces nouvelles dispositions.

La plaque de numérotation à apposer vous est OFFERTE. Vous pouvez en faire la demande :

- soit en remplissant le bon de commande joint, à retourner à l'adresse suivante : à compléter
- soit en envoyant un mail à cette adresse : à compléter

Vous serez informé par téléphone ou courriel de la mise à disposition de la plaque N°

Parallèlement, des panneaux de signalisation avec les noms des voies seront installés à l'automne.

Je vous remercie de votre participation, et vous prie de croire Madame, Monsieur à mes cordiales et dévouées salutations.

Le Maire

Il est recommandé de joindre au courrier un certificat d'adresse :

DEPARTEMENT du

MAIRIE de ()

Logo commune

M. et Mme ~~xxxxxxxxxx~~
« N° » « Rue »
« Code postal » « Commune »

ATTESTATION DE MODIFICATION D'ADRESSE

Le maire de la commune de

ATTESTE

Suite à la modification d'adresse effectuée par le Conseil Municipal, la nouvelle adresse de
M. & Mme est :

Pour servir et valoir ce que de droit.

Le ~~jj/mm/aaaa~~

Le Maire

6.4 Aidez vos administrés à effectuer leurs démarches administratives

Exemple de courrier :

Votre adresse a été normalisée, quelques conseils pour effectuer des formalités essentielles.

Cette normalisation a été effectuée pour améliorer l'accessibilité de votre logement aux Services de secours, de médecine, d'urgence, de Sécurité Publique et l'efficacité des services tels que La Poste, Enedis, GrDF, INSEE,...

Vous pouvez dès maintenant communiquer ce changement de coordonnées à tous vos expéditeurs.

➔ **Vous avez accès à Internet** : connectez-vous à www.service-public.fr

Puis se rendre à la rubrique services en ligne > Changement d'adresse en ligne

Ce site officiel mis en place par l'Etat vous permet d'informer rapidement les principaux organismes publics et privés. Les services qui peuvent être informés via ce site sont :

- Carte grise
- Caisses de retraites (Agirc et Arrco, Cnav, Retraites et solidarité, etc.),
- Caisses de sécurité sociale (CPAM, MSA, CAF, CNMSS, etc.),
- Énergie (EDF, ENGIE, Direct Énergie),
- La Poste,
- Pôle emploi,
- Service des impôts.

6.5 Informez les partenaires

Vous devez faire parvenir à chacun de vos partenaires :

- La Base d'adresse locale (exemple le tableau Excel « **Guide Adressage Communes Tableau des adresses.xlsx** ») comportant les nouvelles adresses et leurs références (voir P38). **Ce tableau peut être créé via des outils comme par exemple celui de <https://adresse.data.gouv.fr> (voir P8).**
Ce tableau doit être la référence concernant l'adressage dans votre commune. Vous devez absolument être en mesure de le fournir et de le faire vivre au fur et à mesure des modifications de la voirie et des constructions sur votre communes.

Peuvent également être joints :

- une copie de la délibération de Conseil municipal actant le nom de la voie, ou le nouveau plan d'adressage,
- le tableau des voies (exemple Excel « **Guide Adressage Communes Tableau des voies** ») comportant les voies de la commune (voir P17) + un extrait de plan suffisamment détaillé pour que la ou les voies en question puissent être repérées

Partenaires à informer :

- **Data.gouv.fr** : diffusion de la BAL en Open data sur <https://adresse.data.gouv.fr>. Une fois diffusé par vous sur ce site, la BAL elle fera autorité sur toutes les bases d'adresse existante. Ce sera la source de référence pour tous les acteurs utilisant l'adressage. Il faut le tenir à jour sur le site.
- **La Poste SNA** : les informations saisies dans le Guichet adresse sont automatiquement transmises au SNA du groupe La Poste. Cependant, par sécurité, il est très important d'envoyer une copie des délibérations et arrêtés municipaux (si possible accompagné d'un plan de situation) à mairies.sna@laposte.fr (pour la génération du numéro *Hexaclé* qui est utilisé dans le cadre de la commercialisation des accès internet fibre très haut débit).

Vous pouvez indiquer à vos autres partenaires que votre adressage a été diffusé en open data :

- **DGFIP** pour le cadastre : cdif.pau@dgfip.finances.gouv.fr et cdif.bayonne@dgfip.finances.gouv.fr
- **SDIS** pour les secours, via le GIP ATGeRi : adressepigma@gipatgeri.fr
- **La Fibre 64** : adresse@lafibre64.fr
- D'autres partenaires avec qui vous seriez en relation, comme par exemple **INSEE** ou des gestionnaires de réseaux (eau, télécom, électricité, gaz).

Attention ! Si vous avez décidé de nommer une voie qui n'est pas encore en service, n'oubliez pas de le spécifier à vos partenaires, en particulier les organismes de secours, afin qu'ils sachent qu'ils ne peuvent pas utiliser la voie lors de leurs interventions. N'oubliez surtout pas de prévenir également les mêmes organismes une fois que la voie est mise en service.

Quelle que soit la forme des informations que vous diffusez, vous ne devez en aucun cas faire figurer l'identité des propriétaires ni des locataires des logements concernés par la numérotation. Cette donnée est confidentielle, conformément à la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978.

insee	cle_interop	uid_adresse	voie_nom	voie_nom_eu	voie_nom_oc	numero	suffixe	commune_nom	position	y	x	lat	long	source	date_der_ma	refparc	complement
64435	64435_1700_00026		Rue de l'Eglise			26	ter	Osserain-rivareyte	entrée	6261034.72	379793.81	43.376334879019275	-0.9507776334008979	Commune de Osserain-rivareyte	2019-04-03	80269	
64435	64435_1700_00063		Rue de l'Eglise			63		Osserain-rivareyte	entrée	6261058.6	379764.04	43.37653605455401	-0.951099108868316	Commune de Osserain-rivareyte	2019-04-03	80444	Illetxean
64435	64435_1700_00064		Rue de l'Eglise			64		Osserain-rivareyte	entrée	6261072.21	379775.87	43.37666365031779	-0.9509617070802364	Commune de Osserain-rivareyte	2019-04-03	80137	Transformateur
64435	64435_1700_00081		Rue de l'Eglise			81		Osserain-rivareyte	entrée	6261072.03	379750.54	43.376650636369	-0.9512736653438262	Commune de Osserain-rivareyte	2019-04-03	80148	Cimetière
64435	64435_1700_00103		Rue de l'Eglise			103		Osserain-rivareyte	entrée	6261089.98	379736.66	43.376805664406376	-0.9514556539267688	Commune de Osserain-rivareyte	2019-04-03	80252	
64435	64435_1700_00137		Rue de l'Eglise			137		Osserain-rivareyte	entrée	6261114.39	379713.71	43.377241519367686	-0.9518510942211297	Commune de Osserain-rivareyte	2019-04-03	80150	
64435	64435_1700_00160		Rue de l'Eglise			160		Osserain-rivareyte	entrée	6261139.97	379707.06	43.377241519367686	-0.9518510942211297	Commune de Osserain-rivareyte	2019-04-03	80135	Mairie
64435	64435_1700_00168		Rue de l'Eglise			168		Osserain-rivareyte	entrée	6261145.98	379702.84	43.37729651558126	-0.9519067572590518	Commune de Osserain-rivareyte	2019-04-03	80135	école
64435	64435_1700_00209		Rue de l'Eglise			209		Osserain-rivareyte	entrée	6261138.05	379660.8	43.377216936654636	-0.9520502192358801	Commune de Osserain-rivareyte	2019-04-03	80152	Eglise
64435	64435_1700_00234		Rue de l'Eglise			234		Osserain-rivareyte	entrée	6261168.71	379665.55	43.377481073141425	-0.9523802013192483	Commune de Osserain-rivareyte	2019-04-03	80282	
64435	64435_1700_00234		Rue de l'Eglise			234		Osserain-rivareyte	entrée	6261195.33	379657.44	43.377716614277794	-0.9524965021604292	Commune de Osserain-rivareyte	2019-04-03	80451	

Colonnes du tableau :

- insee
- cle_interop
- uid_adresse
- voie_nom
- voie_nom_eu
- voie_nom_oc
- numero
- suffixe
- commune_nom
- position
- y
- x
- lat
- long
- source
- date_der_ma
- refparc
- complement

Ce tableau est disponible en fichier Excel annexe :

« **Guide Adressage Communes Tableau des adresses.xlsx** »

Dans les pages suivantes sont détaillées les explications de chaque colonne du tableau

Ce tableau peut être réalisé à partir d'outils, comme par exemple avec <https://adresse.data.gouv.fr/gerer-mes-adresses>

Champs à compléter dans le tableau des adresses

Code INSEE commune (insee) **Champ fortement conseillé**

Code INSEE de la commune (5 caractères)

Exemple : 64435

Clé d'interopérabilité (cle_interop) **Champ fortement conseillé**

Code INSEE de la commune (5 caractères) + code RIVOLI/FANTOIR de la voie (4 caractères) + numéro de l'adresse (5 caractères) + suffixe de l'adresse si existant.

Le champ doit être en minuscule et chaque élément doit être séparé avec « _ ».

Exemples :

- 64435_1700_00026 *(qui correspond au 26 Rue de l'Église à Osserain-rivareyte)*
- 35250_1658_00021
- 35250_1658_00021_bis

Nom de la voie (voie_nom) **Champ obligatoire**

Ce champ peut être en français ou en langue locale

Exemple : Rue de l'Église

Numéro (numero) **Champ obligatoire**

Exemple : 26

Suffixe (suffixe) **Champ obligatoire si existant**

Suffixe de répétition de l'adresse.

Exemples :

- bis
- ter
- qua
- qui
- a
- b
- c
- d

...

Nom de la commune (commune_nom) **Champ obligatoire**

Exemple : Osserain-rivareyte

Position (position) **Champ obligatoire**

Cette valeur est la désignation du positionnement du point adresse. **Dans la très grande majorité des cas cette valeur doit être « entrée »**, c'est-à-dire l'entrée principale d'un bâtiment ou un portail. Si le point adresse ne peut être caractérisé par une entrée, d'autres valeurs existent comme « délivrance postale », « parcelle » ou « bâtiment ».

Valeurs possibles :

- entrée
- délivrance postale
- bâtiment
- parcelle
- service technique

Coordonnées (x, y) **Champ recommandé**

Coordonnées géographiques du point adresse au format **Lambert 93**

Exemple :

y	x
6261145.98	379702.84

Coordonnées (long, lat) **Champ obligatoire, très important**

Coordonnées géographiques du point adresse au format GPS **WGS84**

Exemple :

lat	long
43.377293651558126	-0.9519067572590518

Source (source) **Champ obligatoire**

Nom de l'entité ayant créé l'adresse (la commune)

Exemple : Commune de Osserain-rivareyte

Date de dernière mise à jour (date_der_maj) **Champ obligatoire, très important**

C'est la date de création ou de dernière mise à jour connue de l'adresse. Ce champ est très important. Le format est AAAA-MM-JJ.

Exemple : 2019-04-19

Refparc **Champ fortement conseillé**

Référence parcellaire

Exemple : OB0135

voie_nom_eu Champ facultatif

Nom de la voie en Basque (si la commune souhaite un adressage bilingue)

Exemple : Elizako karrika

voie_nom_oc Champ facultatif

Nom de la voie en Gascon (si la commune souhaite un adressage bilingue)

Exemple :

Complement Champ facultatif

Complément d'adresse

Exemples :

- « *nom de la maison* »
- *Transformateur*
- *Château d'eau*
- *Armoire télécom*
- *Cimetière*
- *Mairie*
- *École*

Versions du guide :

Mai 2018 :

- Version initiale

Juin 2018 :

- P3 : précisions dans les sources à utiliser pour le recensement des voies.
- P8 : ajout de la partie « Les outils de l'adressage ».
- P10 : ajout de remarques sur les voies privées.
- P15-16 : ajout de cas particuliers.
- P17 : modification du tableau de recensement des voies
- P20 : même système de numérotation sur toute la commune.
- P20 : ajout d'une remarque sur la numérotation décamétrique.
- P22 : modification dans les préconisations du sens de numérotation de la voie.
- P23 : ajout d'une remarque sur la numérotation décamétrique.
- P24 : ajout de précisions sur les bâtiments composés de plusieurs logements.
- P25 : ajout d'une précision sur la numérotation des voies privées.
- P27 : ajout d'une précision sur la numérotation des places.
- P37 : ajout de précisions dans l'information aux partenaires.
- P38 : ajout d'un exemple de tableau pour informer les partenaires.

Mai 2019 :

- Corrections de mise en forme

Août 2019 :

- P17 : modification du tableau de recensement des voies
- P37 : ajout de précisions dans l'information aux partenaires.
- P38-41 : modification du tableau des adresses

Février 2021 :

- P3 : diffusion sur adresse.data.gouv.fr plutôt que sur IGN
- P8 : mise à jour du lien de l'open data de l'IGN
- P8 : mise à jour de la partie 3.3.2 pour utilisation des outils de adresse.data.gouv.fr plutôt que IGN
- P37 : diffusion sur adresse.data.gouv.fr plutôt que IGN
- P38 : indication de l'outil adresse.data.gouv.fr/gerer-mes-adresses pour réaliser le tableau

Guide réalisé à partir des documents sous licence libre :

- Tigéo - Guide méthodologique de l'adressage (septembre 2016)
- Craig – Mettre en place une démarche d'adressage (automne 2017)